

L'opération franco-britannique de Suez. Un échec programmé

Auteur : LCL Franc

Publié dans *Le Casoar*.



Cliché : ECPAD

Le 26 juillet 1956, à la surprise générale, le colonel Nasser, « raïs » d'Égypte, proclame unilatéralement la nationalisation du Canal de Suez (dont le bail d'exploitation expirait d'ailleurs en 1968, soit 68 ans après son inauguration), en prenant prétexte du refus américain de financer le projet du barrage d'Assouan. Anthony Eden, Premier ministre britannique, se montre très ferme dans son refus du contrôle du Canal par une seule puissance.

Rapidement, l'imbroglio diplomatique s'étale au grand jour entre les participants aux conférences, car les buts stratégiques des uns et des autres sont radicalement différents. Pour Londres, encore très présent dans le Golfe, si ce n'est plus le cas

¹ Service historique de la Défense – Guerre (SHD-GR), 9 U 11 et 9 U 12. *Rapport sur l'opération d'Égypte*. Rédigé sans doute en 1957 par des officiers de l'état-major de la « Force A », le *Rapport sur l'opération d'Égypte*, connu comme le « Rapport Beaufre », du nom du général commandant les

en Inde, la liberté de circulation du Canal est primordiale et, en conséquence, il ne saurait être question d'en laisser la libre disposition à une seule puissance, fût-elle riveraine, car elle serait en mesure d'y bloquer la navigation, en fonction de ses intérêts. Pour Paris, la liberté de circulation sur le Canal importe peu. Ce qui est en jeu, c'est de gagner rapidement la guerre d'Algérie, le sanctuaire politico-militaire de la rébellion étant clairement identifié en Égypte. Quant à Israël, pièce rapportée ultérieurement dans le dispositif, ces deux objectifs lui sont totalement étrangers, son seul but stratégique consistant à, suite à une campagne militaire victorieuse, établir un glacis dans le Sinaï entre l'Égypte et son territoire national pour ne plus être soumis à un harcèlement continu de ses frontières. Ces divergences inconciliables au niveau de la définition des buts stratégiques de l'opération auguraient mal de la suite.

Sur le plan militaire, une planification des opérations sera conduite, sur la base de l'organisation d'un commandement binational, puis une succession des plans d'opérations verront le jour entre août et novembre 1956, complétés par une planification nationale, française et britannique, pour la conduite des opérations par chacune nations. Du côté français, le rapport du général Beaufre relatif à l'opération¹, ainsi que les ordres et compte rendus permettent de baliser les principaux aspects de cette planification.

D'emblée, il apparaît donc que le commandement ne sera pas intégré au niveau interallié, au sens anglo-saxon du terme, mais sera constitué sur un mode paritaire par chacune des nations. Ici encore, il apparaît que les conditions ne sont

forces terrestres françaises à Suez, est le premier RETEX d'ensemble de l'opération. Ce document de plusieurs centaines de pages a été édité à une centaine d'exemplaires. Le général Beaufre s'en est largement inspiré pour son livre, *L'expédition d'Égypte*, Paris, Grasset, 1967, 217 p

pas réunies d'emblée pour aboutir à un fonctionnement le plus efficient possible. C'est ainsi que dans cette simple juxtaposition de commandements les Britanniques exercent l'intégralité de la réalité du commandement avec à chaque niveau, un adjoint français :

- le COMANFOR, commandants de l'opération: le général (GB) Keightley assisté de l'amiral (FR) Barjot ;
- des généraux (GB) Stickwell, commandant, et (FR) Beaufre, adjoint, pour le commandement des composantes terrestres ;
- du vice-air marshall (GB) Barnett commandant, et du général de division aérienne (FR) Brohon adjoint, s'agissant de celui des composantes aériennes ;
- de l'amiral (GB) Slaten commandant, et du vice-amiral d'escadre (FR) Lancelot adjoint, pour assurer le commandement des composantes navales.

Une des raisons pour lesquelles le commandement revient aux Britanniques réside dans le fait qu'ils possèdent et mettent à disposition les bases aériennes et navales, notamment celles de Chypre, nécessaires à l'intervention. Selon les généraux français Ély, Brohon et Beaufre, la France a eu tort d'accepter cette organisation : une telle subordination des Français pouvait en effet hypothéquer leur liberté d'action, surtout en cas de divergences tactiques. Mais cette option avait été avalisée au niveau ministériel².

Compte tenu de la divergence des buts politiques, aucune directive politico-militaire en amont de leurs travaux n'est donnée aux cellules de planification franco-

britanniques réunies à Londres. Si bien que, lorsqu'ils aboutissent, de leur propre chef, à un plan *Mousquetaire* celui est refusé simultanément par les deux gouvernements. En effet, ce plan définissait Alexandrie comme objectif initial ; il s'agissait, dans une première phase, de s'emparer d'une tête de pont par une opération amphibie, précédée par une opération aéroportée. A l'abri de cette tête de pont, doit débarquer le gros des forces de manœuvre franco-britanniques, préalablement acheminées à Chypre par voie maritime ; puis, dans une deuxième phase, il s'agira de s'emparer du Caire par une action en force. Au préalable, l'armée de l'Air égyptienne devra être détruite au sol par des frappes aériennes. Les critiques politiques à ce plan sont immédiates et une nouvelle planification, *Mousquetaire Bis* est alors mise en chantier. Selon les mêmes modes d'action, opération aéroportée (OAP) et action amphibie visant à conquérir une tête de pont, puis exploitation en force. Mais, cette fois-ci, il ne s'agit plus de s'emparer du Caire, mais du débouché du Canal, c'est-à-dire El-Kantara, à 40 kilomètres au sud de Port Saïd. Il s'agit donc d'une prise de gage, qui présente l'avantage d'une opération limitée, mais qui ne répond plus à l'ensemble du spectre des options politiques des belligérants, notamment français : par cette option, les Alliés occidentaux renoncent à poursuivre et éliminer Nasser, qui pourrait chercher à se retrancher dans le delta du Nil ; en revanche, occuper Port-Saïd, Ismaïlia et Suez. Il s'agit d'un véritable tournant stratégique qui est ainsi annoncé.

Enfin, l'affaire se complique encore par l'arrivée d'un nouvel intervenant, Israël : comme il devient de plus en plus évident que le Conseil de Sécurité s'opposera à une action en force franco-britannique, il est décidé de faire intervenir l'Etat hébreu :

² Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, Paris, éd. du Seuil, coll. Points, 1992, p. 539.

Tsahal attaquant dans le désert du Sinaï, les Franco-Britanniques lanceront un ultimatum dans des termes inacceptables pour l'Égypte qui ne pourra que le refuser, ce qui légitimera l'intervention alliée au plan international : c'est le scénario qui est arrêté lors d'une réunion au sommet (Eden – Mollet - Ben Gourion) tenue secrète et aux allures de réunion de conspirateurs (Eden ne peut officialiser un renversement d'alliance en faveur d'Israël de la politique étrangère britannique) qui se tient, de nuit, fin octobre à Sèvres.

Le 29 octobre, Tsahal se lance à l'attaque du Sinaï (opération *Kadesh*), précédée par des frappes aériennes sur les bases aériennes égyptiennes par certains appareils français, pilotés par des pilotes français, mais dont les cocardes des appareils avaient été repeintes en cocardes israéliennes. Le lendemain soir, la Grande-Bretagne et la France adressent un ultimatum à Israël et à l'Égypte exigeant le retrait de leurs armées, dans un délai de douze heures, au-delà de lignes qui leur sont fixées, à environ 10 miles de part et d'autre du canal : cela implique, pour les Égyptiens, d'abandonner une partie du Sinaï. Si les deux adversaires n'obtempèrent pas, des troupes franco-britanniques « occuperaient les positions-clés de Port-Saïd, Ismaïla et Suez ». L'ultimatum est accepté par les Israéliens, comme convenu, mais rejeté par Nasser, comme attendu.

Le 5 novembre, l'OAP sur Port-Fouad est un plein succès et l'opération amphibie est lancée. Mais, sur le terrain diplomatique, la position des alliés se tend d'heure en heure. Washington et Moscou s'insurgent. Les alliés franco-britanniques se retrouvent isolés. Le cessez-le-feu tombe à vingt-quatre heures, imposé par les Etats-Unis à l'ONU, alors que les têtes des unités françaises ne se trouvaient qu'à moins de vingt-cinq kilomètres d'El-Kantara. Quelques heures auparavant, les Britanniques avaient déjà déclaré forfait et

l'organisation du commandement était telle que, quand bien même ils l'auraient voulu, les Français étaient dans l'incapacité d'entreprendre quoi que ce soit. Le Canal échappe aux alliés. Nasser est sauvé.



Cliché : ECPAD

En fait, l'échec était inéluctable : au plan politique, les buts avoués et affichés ne correspondaient aucunement aux buts réels, lesquels, en outre étaient divergents entre les nations concernées. Qui plus est, pour intégrer un nouvel allié, israélien en l'occurrence, dans l'opération, les dirigeants franco-anglais durent se livrer à une comédie de conférence internationale digne des plus moyens romans d'espionnage. Avec des effets finaux recherchés aussi différents, la cohérence stratégique se trouvait prise en défaut. Enfin, au plan militaire, l'organisation du commandement était défailante, si bien que lorsque les Britanniques décidèrent unilatéralement l'arrêt des opérations militaires quelques heures avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le commandement français ne put que s'incliner. *In fine*, même si Beaufre avait agi d'initiative, la conclusion de l'affaire n'aurait guère été différente.